

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 40 (2013)
Heft: 4

Artikel: Débat sur un revenu de base: "libération de la Suisse" ou "attaque contre l'État social"?
Autor: Müller, Jürg
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-911718>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Débat sur un revenu de base: «libération de la Suisse» ou «attaque contre l'État social»?

Deux mille cinq cents francs par mois pour tout le monde de la naissance à la mort et ce sans conditions: c'est ce que demande l'initiative populaire pour un revenu de base inconditionnel (RBI). Cette initiative sème le désordre sur les fronts politiques habituels.

Par Jürg Müller



«Avec un salaire de base assuré, est-ce que vous travaillerez encore?» La réponse pourrait ne pas être si simple

Une fête est prévue à Berne le 4 octobre 2013: les initiants convient à un «événement historique». Ce jour-là, ils remettront à la Chancellerie fédérale leur initiative populaire pour un revenu de base inconditionnel avec au moins 100 000 signatures. Ce sujet est d'actualité non seulement en Suisse, mais aussi dans l'Union européenne, où des signatures sont actuellement recueillies pour une initiative citoyenne européenne (différente de l'initiative populaire suisse) intitulée «Revenu de base inconditionnel – Explorer une voie vers des conditions sociales émancipatrices dans l'UE.»

Il est assez inhabituel que des signatures soient récoltées en Suisse et en Europe pour des initiatives similaires. Reste encore à prouver s'il s'agit là vraiment d'un événement historique. La Suisse serait, quoi qu'il en soit, le premier pays à adopter un tel modèle de transfert financier. L'idée n'est pourtant pas nouvelle.

Un financement controversé

Le concept de revenu de base est simple: chacun doit, indépendamment du fait qu'il

exerce une activité lucrative ou non et quelle que soit sa situation économique, percevoir un revenu fixe; et ce, notons-le, sans contre-prestation, ni examen des besoins sociaux. Plusieurs modèles sont proposés, prévoyant différentes solutions pour le financement et pour des situations sociales spécifiques. Le revenu de base doit toutefois garantir le minimum vital. Les initiants suisses proposent pour cela un montant mensuel de 2500 francs pour chaque adulte. Les enfants et adolescents jusqu'à 18 ans percevraient un quart du revenu de base, soit 625 francs.

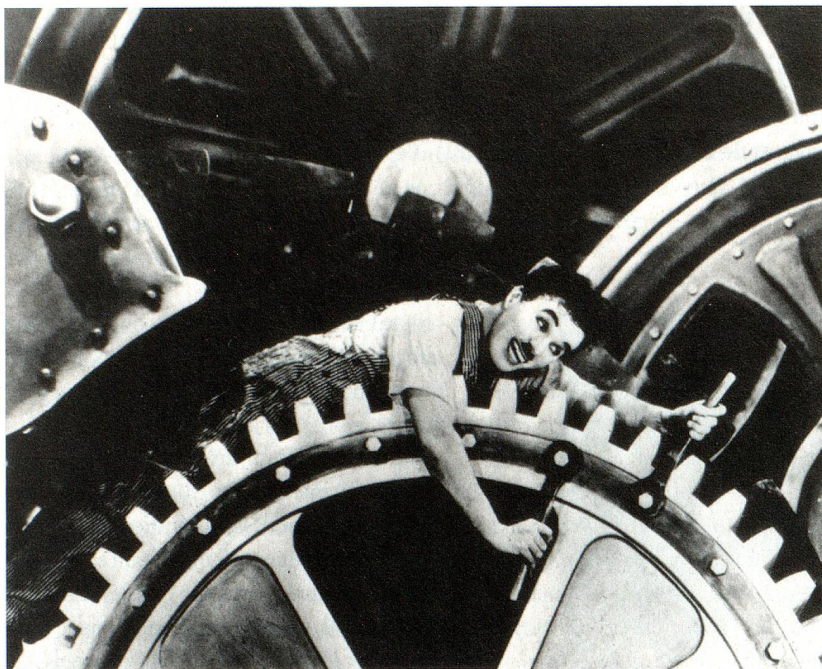
Le texte de l'initiative reste muet sur le financement. Mais une documentation associée présente quelques réflexions à ce sujet. D'une part, les salaires diminueraient du montant du revenu de base: quelqu'un gagnant 6000 francs par mois ne percevrait plus que 3500 francs de son employeur et 2500 francs via le revenu de base. D'autre part, le revenu de base remplacerait certaines prestations sociales. Le financement du reste fait l'objet de désaccords, même entre les partisans du RBI:

forte hausse de la TVA? Introduction d'un impôt sur la fortune ou sur les transactions financières?

«Large coalition» des partisans

Si le principe d'un revenu de base venait à être inscrit dans la Constitution fédérale, sa mise en œuvre concrète serait un travail herculéen, ou une entreprise quasi irréalisable. Quoi qu'il en soit, cette demande vient brouiller les fronts politiques habituels. Ce qui fait du débat sur le RBI un projet politique passionnant. Ses défenseurs se situent à gauche, au centre et à droite de l'échiquier politique, tout comme ses adversaires les plus véhéments. La frontière ne traverse donc pas que les blocs politiques, mais scinde aussi partis et groupes. Ainsi l'initiative n'est-elle soutenue par aucun parti ni lobby, mais par un réseau aléatoire de personnes partageant les mêmes idées, issues de différents milieux et défendant les intérêts les plus divers. Le plus important représentant du comité de l'initiative est Oswald Sigg, membre du PS, ancien vice-chancelier et porte-parole du Conseil fédéral. Mais sur la liste des soutiens, on compte aussi certains économistes de l'Université de Saint-Gall ou de l'EPF.

Cette large coalition de partisans d'un revenu de base est composée de néolibéraux, de citoyens et citoyennes progressistes et de personnes de gauche, écrit dans son livre «Irrweg Grundeinkommen» («Le revenu de base, une voie erronée») Heiner Flassbeck, qui a dirigé jusqu'à la fin de l'année dernière la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). Tous les partisans espèrent résoudre des problèmes avec des mécanismes simples. Une partie de la droite voulait mettre un terme définitif aux débats de fond sur les questions de répartition en proposant un revenu de base – évidemment le plus bas possible. La gauche souhaite «lutter avec succès contre la pauvreté et apporter parallèlement des réponses pertinentes à la question écologique et à la question des «vraies valeurs» de la vie».



Quelle est la valeur du travail?

Pour Heiner Flassbeck, ce ne sont là qu'illusions.

Pour les défenseurs de l'initiative populaire, le RBI ne vise rien de moins que la «libération de la Suisse», titre donné à une brochure sur l'initiative, où il est beaucoup question d'affranchissement des contraintes et de libération de la créativité. D'après eux, chaque individu veut exercer un travail tout en aspirant aussi à y trouver sens et épanouissement personnel. Rares seraient ceux qui se contenteraient du minimum vital. D'où la question: qui acceptera tous les emplois difficiles et mal payés dont personne ne veut? Ulrich Beck, l'un des sociologues allemands les plus célèbres, apporte cette réponse désarmante au «Tagesspiegel»: «Ces emplois deviendront alors vraiment onéreux, justement parce qu'ils doivent être occupés et que plus personne ne s'accommodera d'un salaire de misère.»

Questions sociales

Pour Oswald Sigg, c'est une question de principe: l'initiative sur le RBI questionne «pour une fois le travail, le revenu, la richesse, la pauvreté, une société égoïste ou juste, solidaire ou capitaliste». Il signale en outre que 50% des heures travaillées sont impayées: travail domestique, familial, social, politique et culturel. Cette tendance augmente car les progrès de la productivité entraînent la destruction d'emplois. Il pense aussi que l'organisation de notre système social est marquée par un chiffre occulte: «Beaucoup de per-

sonnes dans le dénuement renoncent à l'aide sociale publique.» Oswald Sigg sait qu'environ 60% des personnes en difficulté qui auraient droit à l'aide sociale ne la demandent même pas, parce qu'elles sont, à son avis, victimes d'un «soupçon généralement attisé par la politique: on se méfie d'elle». C'est pourquoi il est clair pour Oswald Sigg que le système de compensation sociale ne fonctionne pas. Ce qui prouve selon lui à quel point le RBI est nécessaire.

Dégraissier l'État

Les néolibéraux favorables au revenu de base adoptent une autre approche: ils ne placent pas la réflexion sociale au premier plan, mais ont pour objectif de dégraisser l'État. Thomas Straubhaar, Suisse néolibéral anti-étatique et directeur de l'Institut d'économie mondiale de Hambourg, veut remplacer les systèmes d'assurance sociale actuels par le RBI et fusionner les prestations de transfert publiques. Klaus W. Wellershoff, ancien économiste en chef de l'UBS, le rejoint sur ce point. Dans un entretien, il juge le système d'assurance sociale actuel «extrêmement compliqué et insoutenable», voire «antidémocratique» de par sa complexité. Pour lui, «l'aspect décisif du revenu de base, c'est la transparence».

La gauche et les milieux économiques peu enthousiastes

Le RBI remet en question le modèle économique et social basé sur un travail ré-

munéré. C'est un défi pour la gauche traditionnelle, tout comme pour les milieux économiques. Pour l'économiste Rudolf H. Strahm, ancien conseiller national PS et surveillant des prix, le RBI est une «attaque radicale ciblée contre l'État social». Parce qu'on ne pourra jamais remplacer les assurances sociales sur mesure contre la pauvreté, le handicap, l'indigence, etc. par une rente homogène de 2500 francs par mois. Par ailleurs, cela saperait la responsabilité des jeunes envers leur existence et leur avenir. Cette pension permanente de l'État annihilerait la motivation et l'énergie et serait une «incitation sociale à ne plus se donner de perspectives et à ignorer les chances offertes par la vie».

André Daguët, ancien conseiller national PS et syndicaliste, met lui aussi en garde contre l'initiative sur le RBI. Le Parlement, dominé par les partis bourgeois, profiterait de la mise en œuvre concrète du revenu de base pour éradiquer les prestations sociales en adoptant le revenu de base le plus bas possible et en supprimant les autres assurances sociales. André Daguët écrit dans le journal d'opinion socialiste «Links» que cela conduirait à marginaliser définitivement les personnes socialement faibles et à abaisser les salaires les moins élevés.

Même la Fédération des entreprises suisses Economiesuisse s'est intéressée à l'initiative et a publié en octobre 2012 une étude détaillée à ce sujet. Son jugement est impitoyable: le RBI est une «utopie qui se transformera en gouffre pour notre pays» et qui «risquerait d'affecter de manière très négative la capacité productive et la compétitivité économiques de la Suisse». Economiesuisse conclut également que les économies réalisées dans le système social pourraient se révéler bien moindres qu'attendues au premier abord si on ne procède à aucune coupe dans les prestations. En effet, bon nombre de prestations de transfert dépassent déjà largement le revenu de base prévu.